

# Nos Frères des Colonies

## LES TROUBLES DU MAROC

Depuis qu'à Marseille les délégués des fédérations ont entendu les doléances du Maroc, rapportées par deux de mes camarades et par moi-même, il y a eu du nouveau dans le Maghreb. D'abord, ce furent les troubles de Meknès, au cours desquels la Légion étrangère tira à la mitrailleuse sur la foule des manifestants marocains. Puis, ces jours derniers, à Marrakech, de nouveaux incidents, moins graves et surtout moins meurtriers, lors de la visite que le sous-secrétaire d'Etat Ramadier fit au Maroc, en vue d'inventorier les richesses minières du pays.

Pour la majorité de nos camarades de France, peu avertis des choses d'Afrique du Nord, ces incidents sont loin d'avoir l'importance d'une petite bagarre entre la police et des grévistes, puisque, même le *Populaire*, organe central du Parti socialiste, n'a pas cru devoir mettre en vedette la tragique échauffourée de Meknès, au cours de laquelle il y a eu plusieurs centaines de victimes, morts et blessés. Mais, en réalité, ces défaillances de notre organe central s'expliquent par le fait qu'il est devenu l'organe gouvernemental par excellence. D'autre part, les explications assez vagues fournies par Madeleine Paz, envoyée spécialement par le *Populaire* pour enquêter au Maroc sur cette affaire, ne peuvent non plus éclairer suffisamment nos camarades. En effet, dans son reportage, Madeleine Paz s'est tenue prudemment dans des généralités, afin de ne pas mettre le gouvernement dans lequel siègent des socialistes, dans une situation difficile.

Pour nous, militants du Maroc, qui habitons le pays depuis des années, qui avons des contacts journaliers avec les Marocains dont nous comprenons sommairement la langue et connaissons les besoins, ces mouvements des populations citadines ne constituèrent pas une réelle surprise. Depuis longtemps, nous avons lancé le cri d'alarme, aussi bien près de notre Parti que nous avons essayé vainement d'intéresser à la cause marocaine, que près des pouvoirs publics, tant de la métropole que du protectorat. Dans notre journal fédéral *Le Maroc Socialiste*, nous avons dénoncé les multiples causes du mécontentement profond de la population, sans réussir à provoquer un changement de politique susceptible d'amener, sinon l'apaisement, du moins une détente. Au contraire, depuis le passage à la Résidence générale du sinistre Peyrouton, et le déclenchement de la rébellion des généraux espagnols, nous avons pu remarquer une recrudescence d'agitation dans le monde marocain. En

effet, la carence du Gouvernement de Front populaire depuis son avènement au pouvoir, à l'égard des Marocains, les manœuvres des hauts fonctionnaires du Protectorat pour créer des difficultés au gouvernement, l'intense propagande des fascistes italiens, espagnols, allemands, français et marocains, qui n'a reculé devant aucun moyen, grâce à la faiblesse du gouvernement et la complicité de certains hauts fonctionnaires, sont venus s'ajouter aux anciens motifs de mécontentement pour remplir la coupe d'amertume qui devait déborder au plus minime apport.

Evidemment, la famine, les spoliations, les vexations et l'oppression auraient pu suffire à justifier les mouvements de révolte enregistrés ces temps derniers. Mais les Marocains depuis toujours courbés sous le joug de puissants, sont devenus des résignés et, la religion aidant les oppresseurs, qui l'ont inventée à cette fin, la résignation est devenue du fatalisme et, les Marocains dont la masse est encore insensible à l'évolution sociale, restaient tranquilles, attendant vraisemblablement le secours du « très haut ».

Mais les fascistes sont venus, en même temps que Peyrouton ! Ceux qui, déjà, étaient installés dans le pays, sans avoir pu faire grand chose, même au lendemain de février, se sentirent tout à coup animés d'une ardeur toute nouvelle, copieusement entretenue des largesses prodiguées par le nouveau Résident qui savait puiser dans la caisse noire, pour les besoins de la cause. Puis vint juillet 1936, apportant avec lui la tentative de putsch militaire à Meknès et aussi la rébellion de Franco, lequel, à deux reprises, les 16 et 18 juillet, reçut l'hospitalité en zone française, à Casablanca, sans que la « Sécurité générale », parfaitement au courant, intervint ou même prévint la Résidence. Des colons, à la solde du fascisme, organisèrent le recrutement des Marocains pour Franco, pendant que les agents de Mussolini faisaient distribuer des tracts et des opuscules de propagande, dans lesquels la France et son gouvernement de Rassemblement populaire étaient vilipendés.

Des agents consulaires italiens organisèrent l'agitation chez les Marocains avec la complicité de journaux fascistes de langue française qui sont légion au Maroc. Les moindres incidents furent exploités à bloc et, par la même occasion, afin de masquer leur activité trouble, les fascistes essayèrent de mettre en cause le Parti d'Action marocaine, ceux qu'ils appellent les « nation-

listes marocains » et soupçonnent d'avoir des sentiments démocratiques.

Profitant de l'absence du Résident général, les fascistes tentèrent le coup de l'émeute de Meknès, où ils disposaient d'agents nombreux et où existait de nombreux et sérieux motifs de mécontentement latent. Des provocateurs furent envoyés dans tous les lieux de rassemblement, mosquées, marchés, etc., pour créer l'ambiance indispensable à l'émeute. Une question d'eau, assez irritante pour les Marocains, fut adroitement exploitée et, lorsque le climat favorable fut créé, les fascistes lancèrent le mouvement.

Les pouvoirs publics, informés, n'ont rien fait pour éviter les incidents ! Le général commandant la région n'a pris que des mesures favorables au « coup dur », et ce fut le drame.

Des manifestants, s'avamment excités, des provocateurs armés tirant les premiers coups de feu et enfin, la répression sanglante, « les fusils des légionnaires » qui partent seuls, sans ordre et, comme bouquet, la mitrailleuse qui entre en action dans une foule compacte aculée dans des rues en boyaux, dont quelques-unes étaient sans issues. Les victimes furent nombreuses, morts et blessés, parmi les hommes, les femmes et même les enfants. Les chiffres publiés sont faux ! Il fallait tromper l'opinion publique et ne pas inquiéter le Gouvernement où siègent des socialistes. Pour être dans la vérité, il fallait les décupler et encore !

Les sanctions ? On parle du déplacement du général commandant la région et de son adjoint civil qui iront porter ailleurs leur incompetence et, plus encore, dans une autre région où d'autres victimes attendent d'être immolées.

Eh ! bien non, il faut que ça change ! Les fascistes doivent être muselés ! Leurs complices, dans l'administration, doivent être chassés. Le gouvernement de Rassemblement populaire, après avoir accompli cette besogne indispensable, devra pratiquer une politique sociale et financière qui expurge le Protectorat les requins bancaires et spéculateurs qui, depuis trente ans, ont mis le Maroc en coupe réglée. Il faudra que le Gouvernement fasse honneur aux engagements souscrits par la France, c'est-à-dire : protéger les Marocains, améliorer leur condition dans tous les domaines, politique, économique et social.

Le Rassemblement populaire a suscité des espoirs légitimes, il faut les justifier.

Le Parti socialiste a fait des promesses, il doit travailler à leur réalisation.

P. CHAIGNAUD.

« Continuez donc, camarade, sur le terrain où vous êtes. Vous avez tous les vieux socialistes avec vous. »

De Bringuier, secrétaire de la section de Pnom-Penh : « A peu près tous les rapports de la Sûreté sont truqués pour les besoins de la cause et tendent à démontrer que l'Indochine est à la veille de la Révolution, ce qui est absolument faux, pour le moment, mais qui pourrait être exact demain, si on continue cette politique de provocation et de mensonge. »

« ...A Tourane, concession française, on confisque dans trois librairies les ouvrages de Paul Faure, de Blum et autres... Qui a opéré ? Un agent subalterne de la Sûreté. »

« Nous posons la question nettement ! Est-ce que notre camarade Marius Moutet n'a pas le pouvoir de remettre Grandjean (directeur de la Sûreté) dans le rang ? Nous ne pouvons pas le croire et si, malheureusement, il en est ainsi, pourquoi reste-t-il au pouvoir ? Si vraiment son autorité se heurte à des puissances qui l'annihilent, qu'il s'en aille ; on pourrait un jour l'accuser de complicité. »

« La plus extravagante idée qui puisse naître dans la politique est de croire qu'il suffise à un peuple d'entrer à main armée chez un peuple étranger pour lui faire adopter ses lois et sa constitution. Personne n'aime les missionnaires armés. »

ROBESPIERRE.

# Les Jeunes dans la Lutte révolutionnaire

## LA MAIN A DORIOT

### Deux documents à méditer

(empruntés au Populaire du Var)

#### La Section de l'Union Populaire de la Jeunesse Française de Vence (Alpes-Maritimes) a reçu la lettre suivante :

JEUNESSE COMMUNISTE  
(GROUPE DE VENCE)

Vence, le 12 juin 1937.

Au secrétaire de la section de l'U.P.J.F.

Monsieur,

La Jeunesse Communiste lutte depuis longtemps pour l'union et la défense de toute la jeunesse française.

Nous avons montré par des actes que nous étions partisans de cette union et que nous sommes plus disposés que jamais à collaborer fraternellement avec tous les jeunes, quelles que soient leurs tendances politiques ou religieuses.

Il nous suffit seulement d'obtenir des collaborations loyales, totales, car nous ne sommes pas des manœuvriers. Forts de la puissance de notre idéal, nous servons, sans aucune manœuvre politicienne, les intérêts matériels, intellectuels et moraux de tous les jeunes.

C'est dans cet esprit que nous vous demandons de vouloir collaborer avec nous pour le triomphe de cet idéal qui est le vôtre, aussi.

Nous serions heureux si vous vouliez bien nous accorder une réunion préliminaire, au cours de laquelle nous réglerons les possibilités de discussions ultérieures.

Ce n'est pas par la haine, par les disputes que nous améliorerons le sort des jeunes. Discutons loyalement, fraternellement, pour travailler ensuite à l'amélioration du sort de la jeunesse française.

Espérant que notre lettre aura une réponse favorable, agréons nos salutations.

Pour le groupe des J. C. de Vence,

Le Secrétaire,  
Albert BELLEUDY.

#### La Section de l'U.P.J.F. a répondu :

UNION POPULAIRE  
DE LA JEUNESSE FRANÇAISE

Président d'honneur : Jacques Doriot

Action - Education - Distraction

Fédération des Alpes  
(Arrond. de Grasse - Section de Vence)

Vence, le 28 juin 1937.

Monsieur le Secrétaire,

Je vous accuse réception de votre lettre du 12 juin 1937.

Depuis sa fondation, l'Union Populaire de la Jeunesse Française lutte pour défendre les intérêts matériels et intellectuels de toute la jeunesse de France.

Par des actes précis, nous avons montré que nous ne voulions pas qu'on se serve de l'enthousiasme de la jeunesse, pour la mettre au service d'un idéal philosophique ou politique quelconque.

Nous ne repoussons aucune collaboration loyale et désintéressée pourvu qu'elle soit essentiellement française et qu'elle puise son

inspiration dans les traditions de liberté de notre pays.

Nous sommes heureux de voir que, par votre lettre, vous reconnaissiez la pureté de notre idéal.

Cependant, nous estimons que la section de Vence n'est pas qualifiée pour prendre une décision qui intéresse la totalité de la jeunesse de France. En conséquence, nous espérons que le Comité Central des Jeunes Communistes, saisi de votre initiative, voudra bien se mettre en rapport avec le Comité Central de l'Union Populaire de la Jeunesse Française.

Espérant que, par l'union de la jeunesse de notre pays, nous arriverons à supprimer la haine du cœur de tous les Français, veuillez agréer nos salutations.

Pour le secrétaire,

Le Secrétaire adjoint,  
Georges SEASSAU.

## Après l'aveu de Bernard Chochoy

Enfin, après six mois de pause forcée, les jeunes, d'accord avec la minorité de la C.A.P., vont de nouveau s'exprimer librement.

Pourquoi ? Parce que Bernard Chochoy, secrétaire national de notre mouvement, s'est permis de collaborer à un organe de tendance. Parce que, demain, la Bataille Socialiste ouvrira ses colonnes à des jeunes qui sont sympathisants de sa direction politique.

Six mois après, les responsables des exclusions de Creil viennent d'accomplir un acte aussi grave, même plus grave que celui de nos amis exclus. Alors, pourquoi ces exclusions, pourquoi avoir réduit notre entente de la Seine, forte de plus de 3.000 membres, à une petite secte dont on peut compter les adhérents sur les doigts ? Pourquoi, à la place des 1.200 camarades qui assistaient à la manifestation du 14 juillet 1936, en retrouve-t-on à peine 150 cette année ?

Est-ce la montée rapide de notre entente, conduite par des camarades qui, au-dessus de leurs ambitions personnelles, plaçaient le triomphe de la révolution prolétarienne, qui vous a fait peur ?

Est-ce la peur de voir les militants de province qui, depuis un certain temps, se laissent aller à l'illusion des réformes gouvernementales (celles qui ont été réalisées l'ont été grâce surtout à l'action directe de classe) revenir à une conception plus nette et plus révolutionnaires dans l'examen des faits ?

La preuve est faite que les scandaleuses exclusions de Creil ont été l'œuvre de certains membres du Parti et de citoyens qui avaient peur de perdre leur petit siège à la direction des J. S.

Maintenant que l'aveu a jailli par le journal de la majorité du Parti et que les militants sont avertis, nous poserons de nouveau la question, devant le prochain congrès, et ce sera le mouvement tout entier qui règlera les exclusions de Creil, exclusions contraires à toutes les règles de la démocratie.

Maurice PICCARD.

« Les dangers intérieurs viennent des bourgeois; pour vaincre les bourgeois, il faut rallier le peuple. »

ROBESPIERRE.

## Chronique d'Urbain Grandier

### QUE FAIT LE GOUVERNEMENT POUR LA LAICITE ?

L'Eclaireur de l'Est donne un aperçu des subventions votées par le Conseil général en faveur des églises :

A Damery (Marne), pour la restauration de l'église, une somme de	17.500 fr.
A Vitry-le-François	26.526 fr.
A Ambonay	7.500 fr.
A Songy	19.000 fr.
A Soudron	12.500 fr.
A Sainte-Menehould, un crédit complémentaire de	10.000 fr.
A Corroy, le Conseil général a accordé une somme de 36.000 fr. (le Conseil municipal a promis d'en voter autant de son côté), soit pour l'église d'un patelin de 200 habitants, une somme de	72.000 fr.

Alors que certaines écoles n'ont pas de préau, ni de douches, ni de salles de gymnastique; que la nourriture qu'on y donne sous forme de cantine gratuite n'est accordée souvent qu'avec parcimonie, et dans certaines écoles d'une façon nettement insuffisante pour alimenter des enfants déjà mal nourris dans leur famille appauvrie par la crise, on trouve des centaines de milliers de francs pour des églises soi-disant « historiques ».

Alors que tant d'utiles travailleurs regardent l'avenir avec angoisse, alors que tant d'enfants ont faim et manquent du nécessaire pour s'épanouir à l'appel de la vie, nos cléricaux fascistes se servent de l'argent des contribuables pour subventionner, entretenir les prêtres parasites et leur action néfaste d'abrutissement.

Sous un gouvernement dans lequel siègent des ministres... « socialistes », n'est-ce pas une honte ?

**Nous ferons aux journaux fédéraux et aux publications de tendances du Parti le service des « Cahiers Rouges ». Nous leur demandons la réciprocité. Prière d'adresser les envois à J. Enck, 24, rue Mademoiselle, Paris-15<sup>e</sup>.  
Merci.**

### BONNES REFERENCES...

(Chronique de la « mémoire courte »)

« L'heure de l'action a sonné depuis longtemps. Trop de bavardages se tiennent, sans résultat, pour endiguer la crise, cependant que les menaces contre le régime s'accroissent du fait de cette inaction trop prolongée. »

« Attendre que la fin de la crise se produise d'elle-même par le libre jeu de la concurrence, c'est aller consciemment, volontairement à la catastrophe. »

« Verser l'espoir que le redressement économique pourra être très rapidement le fait du rétablissement de l'équilibre des prix, les pays à monnaie dépréciée ayant rejoint les pays à monnaie or, quand les chiffres des statistiques montrent le contraire, c'est non seulement commettre une erreur grossière, mais c'est tromper dangereusement autrui. »

Léon JOUHAUX.

(Tribune des Fonctionnaires,  
24 novembre 1934.)

## Lettres des Colonies

Pour donner une idée vivante de la gravité de la situation aux colonies, de la dure répression qui y sévit, du mécontentement profond aussi bien des autochtones que des militants français de nos fédérations coloniales, nous ne pouvons mieux faire que de donner ci-dessous quelques extraits de lettres reçues ces derniers temps.

De Faureau, de la section d'Oran : « La situation demeure grave en Oranie... Nos amis d'ici avaient raison de signaler la situation particulière de ce département à l'opinion française. Les fascistes sont terriblement organisés et armés et l'on ne surveillera jamais assez cette ville de Bel-Abbès, où la présence de la Légion est un danger permanent. ...Le retard apporté au vote du projet Blum-Viollette (encore une trahison radicale) a détaché du Front populaire 50 % des indigènes... »

De Messali Hadj, leader du Parti du peuple algérien (ex-Etoile Nord-Africaine), enfermé à la prison Barberousse, à Alger : « Notre arrestation a soulevé un profond mécontentement dans le peuple algérien, car, vraiment, à la place de notre arrestation, il attendait la réalisation de ses légitimes revendications. Il espérait une solution à la misère épouvantable qui règne ici. Je suis Arabe et je connais parfaitement bien mes compatriotes. Par conséquent, je puis l'affirmer que le mécontentement et la déception sont profonds. Au lieu de nous écouter, car nous traduisons vraiment les sentiments du peuple, on pré-

fère nous arrêter. Est-ce là une solution au problème algérien ? »

« Lorsque nous avons été arrêtés, nous avons été mis pendant quinze jours au régime du secret et de l'isolement sans pouvoir sortir de notre cellule, ce qui nous a rendus malades. »

De Padovani, secrétaire de la Fédération Sud-Indochinoise du Parti : « C'est la politique de répression qui continue, malgré les avis, les appels, les mises en garde des organisations socialistes indochinoises... Les socialistes ne comptent pas. Je crois même que nous aurons, nous aussi, à nous défendre. Le secrétaire de notre section indigène de Bienhoa a été brimé à différentes reprises depuis notre congrès fédéral. Fonctionnaire des Forêts, il vient d'être déplacé pour « raisons de service ». Toulouse a été sermonné par l'administrateur Dufour, chef de la province de Rachgia, qui lui a déclaré entre autres choses qu'il faisait œuvre de mauvais Français et qu'il lui interdisait toute action socialiste dans la province. Cela sous le règne de Moutet !... »

De M<sup>e</sup> Lascaux, de la section de Pnom-Penh (Cambodge) (à Guérin) : « Je tiens à vous donner tous mes encouragements pour votre article du Popu qu'un camarade m'a envoyé par avion... « La coupe est pleine. Au Conseil fédéral de Saïgon, le nom de Moutet a été omis de la confiance et vous avez été nommé délégué au Conseil national parce qu'on sait que vous vous êtes heurtés à Moutet... »